

Gutenberg

La fibre



filpacgt

2012

Bulletin d'Information de la section
RETRAITES du Silpac-CGT 31

Vie de la section

Effectifs 2011 du Silpac CGT 31 Retraité et Conseil Syndicalpage 4

Assemblée générale du 24 janvier 2012page 5

Actualite et Activite Sociales

Chronologie des actions menées en 2011page 6

Argent des syndicatspage 8

7e Congrès de la FILPAC CGTpage 10

Le dossier de la "Filière bois" pris en compte par le CESERpage 11

L'avenir du site industriel bois/papier en Ariègepage 12

Après dix ans d'escale "l'Amiral" a repris la haute merpage 13

Inauguration du bâtiment "Amiral"page 15

Remember !page 17

La Gazette d'Aristide : Maintenir le Cap ! Bulletin de l' A.S.A.Bpage 20

Une activité solidaire continuepage 23

Sortie Culturelle Annuellepage 25

2012 : La mort du papier imprimé ? Pourquoi pas la fin du monde...page 26

La démocratie ne s'use que si l'on ne manifeste pas !page 28

Refusons la TVA anti-Sécurité sociale !page 30

Droit aux vacances de qualité pour touspage 32



Lors de l'assemblée du 25 janvier 2011



Marc Peyrade et Michel Muller nouveau et ancien secrétaire général de la Filpac



Le stand JOB SILPAC, lors de l'inauguration du bâtiment Amiral JOB



Une partie du bureau des retraités

Nous ne plierons pas devant l'adversité nous saurons réagir avec force

Dans une société qui perd son sens commun pour n'aller que dans le non-sens de la banque, beaucoup de nos concitoyens sont épuisés, découragés.



La solidarité, l'action collective n'ont plus cours aujourd'hui face à la concurrence entre individus.

L'individualisme est érigé en dogme au moment le plus mal venu dans la société, il n'y a plus de reconnaissance individuelle. La dictature d'objectifs de rentabilité et l'obsession des gains de productivité sont baptisés "risques psychosociaux", stress. Certains, parmi les salariés ou même les cadres, désemparés, écrasés, sans espoir, rentrent en eux-mêmes.

L'information libre est entraînée dans la faillite du système économique. Plus les opérations financières

sont complexes, plus l'information est verrouillée par les états-majors de la finance, plus le public est bombardé de données superficielles réduites aux besoins d'autojustification des banquiers. La dégradation de notre société peut aller plus loin encore, confisquée par 1 % de la population la plus riche, dans laquelle la démocratie est considérée comme un luxe désuet. En l'absence de toute riposte sociale de grande envergure, des rangs de la droite de combat s'élève la voix de ceux qui veulent nous imposer un modèle ultra-libéral.

Mais nos atouts ne sont pas négligeables, ils sont immenses. C'est la première fois dans l'histoire du capitalisme que le salariat est aussi fort, aussi concentré. La forme salariée qui vit de la rémunération de sa force de travail n'a jamais été aussi

« C'est la première fois dans l'histoire du capitalisme que le salariat est aussi fort, aussi concentré. »

nombreuse. Le salariat, malgré l'énorme écart entre riches et pauvres, n'a jamais été aussi puissant. Il lui manque la confiance, le courage pour exprimer sa volonté pour inverser la donne.

Le riche passé de nos luttes victorieuses a encore un avenir prometteur, à la condition que se manifeste l'expression collective organisée et solidaire. L'indignation est vitale, mais insuffisante si elle n'envisage pas la riposte et la reconstruction du rapport des forces.

Nous ne pourrons rien faire de concret sans redonner confiance aux désemparés et affirmer la nécessité de la transformation sociale. Honnie soit cette société, qui n'est pas nôtre, qui marche sur les pauvres et gave les riches.

Nous voulons que 2012 soit l'année de la remobilisation, car l'autre atout dont nous disposons est que la question sociale reste le centre d'intérêt de nos préoccupations revendicatives. C'est dans cet état d'esprit que nous abordons cette nouvelle année, malgré tous les imprécateurs qui nous promettent plus de crise, plus de dégâts sociaux, une catastrophe lors de l'élection présidentielle. Le temps où l'on n'espère plus n'est pas venu, c'est celui du capitalisme sauvage, pas de la reddition. C'est pour éviter cela que la droite pratique le bourrage de crânes du renoncement. Eh bien, que la peur change de camp et nous aurons réussi notre année 2012 !

Jacques Filouse.

Effectifs 2011 du Silpac CGT 31 Retraité

ANTONY (Christian)	DELOR (Yvette)	LELONG (Georges)
BARTHET (Francis)	DELSOL (Pierre)	LOPEZ (Christiane)
BAURE (Jean-Louis)	DONAZZON (Raymond)	LOPEZ (Georges)
BENET (Eglantine)	DUCOR (Jean)	MARGRAS (Bernard)
BERGERES (Andrée)	ESCOUTE (Pierre)	MAURY (Henri)
BESSIERES (Henri)	ESTEVA (Michel)	MARY (Serge)
BILLAC (Robert)	FILOUSE (Jacques)	MAYLIE (Daniel)
BILLIERES (Christian)	FLORENTIN (Emile)	MILHES (Georges)
BIRELLO (Adelino)	FRAISSE (Odette)	MOLLA (Paul)
BORDES (Fernand)	GALINIER (Roland)	MONNA (Louis)
BOUYASSE (Robert)	GAYRAUD (André)	MORELLO (Henri)
BUC (Pierre)	GAYRAUD (Henri)	PALOS (Renée)
CAMPOURCY (Gérard)	GERMA (Jean Pierre)	PAOLINETTI (René)
CAMPOUSSI (Gérard)	GOBERT (Jean-Pierre)	PAPAIX (Jean-Gabriel)
CARLOTTI (André)	GONZALEZ (José)	PECH (Lucien)
CARRIORBE (Vincent)	HERETE (Jules)	PELOU (Alain)
CASTAING (Jacques)	HERNANDEZ (Baldomero)	PEREZ (Avelino)
CAUBET (Louis)	HERNANDEZ (Henri)	PEYRE (René)
CAYRAC (Gérard)	HOHLWECK (Gérard)	PICARD (Henri)
CHAMPINOT (René)	HUC (Christian)	PLA (Maurice)
CHARRIE (Jean Louis)	IRANZO (Christiane)	RECOCHE (Guy)
CHELLE (Daniel)	JUNYENT (Pierre)	ROUFFIGNAC (Pierre)
CHERBONNIER (Monique)	KANCHINE (Nicolas)	ROUX (Roland)
CHERY (Jackie)	KERDAD (Bernard)	SABADIE (Alain)
CORTES (Bienvenu)	LABARBERA (Jacques)	SENTENAC (René)
COSTAMAGNA (Denise)	LACOSTE (Jacques)	THIBAUT (René)
COSTES (Guy)	LAPIAN (Gérard)	TORT (Pierre)
CRIQ (Christian)	LAURENT (Henri)	VADILLO (François)
DE BERMONT (Alain)	LAVENET (Patrice)	VERNHES (Robert)
DE LA HUERTA (Paulette)	LEJEUNE (Bernard)	VILA (Maurice)

Conseil Syndical

Secrétariat

Secrétaire : Bernard MARGRAS
Secrétaire-Adjoint : Bernard LEJEUNE
Secrétaire propagande : Jacques FILOUSE
Trésorier : Christian ANTONY
Trésorier adjoint : Jean-Pierre COMBEBIAC
ANDFS : René PEYRE, José GONZALES,
François VADILLO

Membres

Denise COSTAMAGNA
Jackie CHERY
Jean BAURE
Monique CHERBONNIER
Henri MORELLO

Assemblée générale du 24 janvier 2012

La casse de notre système social se poursuit avec acharnement



Nous venons de vivre une année sociale des plus dures pour les salariés et les retraités. Au début de son quinquennat, notre Président de la République nous avait dit ce qu'il ferait... et il l'a fait, il a tenu ses promesses. Celles-ci ne sont pas allées, loin s'en faut, dans le sens escompté d'une amélioration de la vie de notre population qui a dû endurer des mesures drastiques : réforme des retraites, revalorisation des salaires et retraites au minimum, chômage en hausse depuis plusieurs mois malgré des prévisions optimistes du gouvernement, pouvoir d'achat en baisse, système de santé partant à la dérive avec l'augmentation et le déremboursement des médicaments, restrictions budgétaires dans le système médical et des moyens de fonctionnement réduits, augmentation du taux de la taxe de 3,50 % sur les conventions d'assurance mutuelle, etc. Bref, la totale ! Et le pire est à venir.

Pour preuve, les propos de Charles Beigbeder, secrétaire national UMP, indiquant que "les retraités doivent prendre leur part de la rigueur" et propose de geler les pensions de retraite à leur bas niveau actuel, celles du moins supérieures à 1000 €, encore heureux. C'est-à-dire une diminution générale du pouvoir d'achat des pensions.

Il poursuit son idée en disant "qu'il ne s'agit pas de toucher au cœur même de la pension, mais bien de ne pas l'augmenter automatiquement d'un coup de baguette magique chaque 1er avril". A ce rythme, ce n'est pas une pension de retraite que nous attendrions chaque mois, mais une aumône de temps à autre. Voilà ce à quoi les retraités pourraient

s'attendre, si d'aventure les prochaines échéances électorales ne venaient inverser la donne.

Ça suffit de cette austérité pour notre peuple, notamment pour les salariés et les retraités ! Nous ne voulons pas payer le prix de la dette, dont nous ne sommes en rien responsables et que l'on veut nous faire endosser.

Les choix politiques de nos gouvernants donnent toujours plus de gages aux marchés financiers et aux agences de notation, avec les conséquences dramatiques que l'on sait pour la population, qui n'a que faire de la fameuse règle des trois A. Plus que jamais, les quatorze millions retraités ont besoin de se faire entendre. Ceux-ci ont un rôle primordial à jouer pour exiger de grandes réformes sociales qui prennent en compte leurs légitimes revendications.

Les retraités doivent prendre conscience qu'ils représentent une force électorale non négligeable qu'on ne peut ignorer, qui peut faire inverser le cours de cette politique rétrograde qui nous est imposée aujourd'hui, dans la mesure où, au printemps prochain, ils ne se trompent pas d'adversaire et portent leur choix sur le candidat le mieux à même de gérer leurs intérêts. La force des retraités est leur entière liberté d'expression. Salariés et retraités du public et du privé, syndiqués ou non, nous devons mener le combat dans l'unité avec les organisations syndicales et politiques, afin de changer la donne et gagner la bataille des classes productrices de richesses sur les puissances de la finance et leurs serviles serviteurs, avides et spéculateurs.

Indignons-nous, faisons-le savoir et intervenons !

Jacques Filouse.

Chronologie des actions

menées en 2011



La bataille des retraites et la dépendance au cœur des revendications

Cette année 2011 a vu moins de manifestations de masse que la précédente, mais néanmoins la combativité des salariés n'en a pas moins été intense, bien que sporadique et plus axée sur les diverses entreprises et catégories professionnelles. Les retraités, quant à eux, toujours aussi actifs, n'ont pas manqué de raisons pour manifester à plusieurs reprises, seuls ou avec les actifs, leur mécontentement : pouvoir d'achat, montant des retraites, protection sociale, sur la perte d'autonomie, la dépendance, etc.

Mardi 22 février

Colloque d'une journée sur notre système de santé, de protection sociale ou l'allongement de la durée de vie en bonne santé, problème crucial pour nombre croissant d'entre eux redoutant l'arrivée du grand âge avec angoisse et se demandant s'ils arriveront au terme de leur vie dans la dignité.

Ce phénomène démographique amène les gouvernements à s'emparer de ce problème du grand âge au financement onéreux et à élaborer des solutions qui ne sont pas toujours à l'avantage des personnes âgées qui sont de plus en plus mises à contribution financièrement, malgré une prise en charge plus ou moins importante à travers l'Allocation Personnalisée Autonomie. Une journée d'étude très riche en enseignements et mobilisatrice pour la suite des actions à mener sur ces problèmes ô combien importants pour les retraités.

Jeudi 24 février

La bataille des retraites fait suite à celles menées durant l'année 2010. Ce jour-là, le rassemblement des retraités devant la chambre patronale de Toulouse avait pour but de peser sur les négociations concernant la revalorisation des retraites complémentaires entre ARRCO/AGIRC, Ircantec et un patronat exigeant une nouvelle baisse des pensions par une modification du régime général et l'alignement sur celui-ci des régimes complémentaires, après l'ouverture des droits de départ à 62 ans et une retraite à taux plein à 67 ans.

Jeudi 10 mars

Nouveau rassemblement des retraités CGT devant la préfecture de la Haute-Garonne, à Toulouse, afin d'interpeller les partenaires sociaux sur le pouvoir d'achat et le montant des pensions de retraite au moment où ce sujet est au cœur des discussions en cours pour leur revalorisation.

Jeudi 17 mars

A l'appel de l'intersyndicale des retraités CGT, CFDT, FCR Fonction publique et FSU, manifestation jusqu'à la préfecture de la Haute-Garonne afin d'exiger la prise en charge par la solidarité nationale et la Sécurité sociale de la perte d'autonomie, qui est un droit universel; le refus catégorique du recours aux assurances privées du système de santé, qui plongerait de nombreux retraités dans un complet dénuement.

Chronologie des actions

menées en 2011

Dimanche 1er mai

Cette fête du Travail, marquée particulièrement par une journée de solidarité internationale du monde du travail, s'est déroulée dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités et nuit à la cohésion sociale dans les Etats membres de l'Union européenne. Les organisations syndicales ont manifesté dans une parfaite unité pour dénoncer les politiques d'austérité imposées aux salariés et retraités, qui ne doivent pas payer le coût d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Jeudi 6 octobre

Les retraités des diverses confédérations syndicales ont été les premiers à battre le pavé après la trêve estivale. A Toulouse, ils ont manifesté massivement jusqu'à la préfecture, pour exiger une meilleure protection sociale : santé, dépendance, perte d'autonomie et revalorisation des pensions de retraite.

Pour les organisations syndicales, les actions menées en ce sens jusqu'ici ont contraint le gouvernement à revenir en arrière sur certaines de ses intentions et à reporter à 2012 la réforme du financement de la perte d'autonomie. Néanmoins, il est nécessaire de poursuivre la lutte pour le faire reculer sur toutes les mesures antisociales qu'il envisage d'appliquer.

Mardi 11 octobre

Les salariés, à l'appel des organisations syndicales, ont observé de mouvements de grève pour



clamer leur colère et dénoncer l'austérité qui frappe notre peuple. Les syndicats veulent s'attaquer à la crise par les revendications. Les politiques de bas salaires, de suppression et de précarisation de l'emploi, de réduction de la protection sociale, la casse des services publics et les attaques sur les droits des salariés ne sont pas les conséquences mais les raisons de la crise. Les retraités, faisant leurs motivations des salariés, se sont joints à cette manifestation jusqu'au monument aux morts de Toulouse aux côtés des actifs avec leurs propres et légitimes revendications.

Mardi 13 décembre

La CGT a livré son dernier baroud 2011 en manifestant son refus de l'austérité et pour une autre répartition des richesses. Il est inacceptable que la majorité des Français soient traités aujourd'hui de tricheurs et de voleurs par le gouvernement, car seuls avec le MEDEF ils sont responsables de la dette publique provoquée par les cadeaux fiscaux accordés aux plus riches et les exonérations fiscales et sociales aux grandes entreprises, qu'ils comptent faire payer aujourd'hui aux retraités et salariés.

C'est pour protester contre cette situation intolérable qu'ils veulent nous imposer que salariés et retraités se sont retrouvés, dans un rassemblement unitaire avec d'autres organisations syndicales, qui les a conduits de la place Jeanne-d'Arc à la préfecture, où une motion a été déposée.

« La bataille syndicale 2011 a été rude et 2012 nous promet une année riche pour les mouvements syndical et politique, mais salariés et retraités seront rester vigilants. Ils sont prêts à relever le défi ! »

Argent des syndicats



Comment un dossier explosif a été purement supprimé

Il faut prendre au sérieux la campagne orchestrée contre les syndicats à propos de l'enterrement du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur leur financement. Ce rapport doit être publié, comme l'a demandé Bernard Thibault. Non, la CGT n'a pas demandé qu'il disparaisse. La manoeuvre est grossière ! Soudain paraissent des "dossiers explosifs", des "révélations" sur les comités d'entreprises, ceux de la RATP ou des Communaux de Montreuil, des vraies fausses révélations sur les caisses noires... Calomniez, il en restera toujours quelque chose... Pourquoi maintenant ?

L'angle de tir ? : Lisons de Kerdrel, l'agent du MEDEF, dans la rédaction du journal de Sarkozy, "Le Figaro-Dassault". Une déclaration de guerre sociale.

Sous le titre "Finis les acquis sociaux, voilà l'addition" (Le Figaro du mardi 22 novembre 2011), de Kerdrel passe les syndicats au vitriol, avec plus de violence que le Front national. C'est dire !

"Nos chers syndicats, voire même très coûteux, qui sont toujours en retard d'une guerre, s'apprentent encore une fois à le démontrer. A la mi-décembre, ils vont battre le pavé en fulminant contre "les plans d'austérité" décidés en urgence par le gouvernement. Ces syndicalistes, pour l'essentiel des fonctionnaires vivant dans un environnement douillet, vont user leurs semelles

afin de porter haut les couleurs de ces chers "acquis sociaux" achetés à crédit. Défilé pittoresque en perspective."

Noble breton, professeur dans les grandes facultés réservées aux rejetons de la bourgeoisie parisienne, membre de commissions du MEDEF, il proclame tout haut ce que la Droite populaire, l'UMP et le Front national visent : les outils de résistance des salariés contre une rigueur qui veut leur faire payer les dettes des banques.

En idéologue du patronat il fournit les munitions à la droite, survoltée contre les salaires et la protection sociale, pour défendre les profits patronaux :

"A l'heure actuelle, lorsqu'un salarié reçoit 2000 euros de salaire net en fin de mois, son travail coûte environ 400 euros à son employeur."

Vous avez bien lu : c'est le salarié qui coûte, son travail ne rapporte rien, il ruine un peu plus chaque jour le patron. Cette thèse de guerre sociale a alimenté les hordes de chemises brunes, montant armées à l'assaut des syndicats entre les deux guerres mondiales. Payées par le patronat, elles avaient mission d'éliminer la résistance sociale. C'est la fonction du fascisme, c'est celle du Front national. Et, comme on le voit chaque jour, les idéologies patronales, de Claude Guéant ou de Le Pen, sont sœurs siamoises.

Viser les syndicats pour couvrir la gabegie bancaire et s'en prendre au salaire direct et à la protection sociale.

Jean-François Précresse reprend cette même déclaration de guerre dans Les Echos du jeudi 8 décembre, sous le titre "Le revers du salaire" : "Voilà la préférence française pour le salaire qui perdure, quels qu'en soient les sacrifices humains, ces emplois que les entreprises ne créent pas. Augmenter les salaires au-delà de l'inflation dans une période où la récession est censée nous guetter, c'est persévérer dans l'erreur économique qui consiste à délier l'évolution des rémunérations de la productivité."

Le salaire est l'ennemi de l'emploi, voilà la thèse libérale, qui conduit à l'adoption du modèle allemand, des mini-jobs à 1 euro l'heure, ou entre 400 et 800 euros.

De Kerdrel le martèle :

"La différence sert à financer des dépenses de protection sociale, qu'il s'agisse de ce qui relève des allocations familiales (où l'on voit mal quel est le rôle de l'employeur), de l'assurance maladie, d'une part, de la CSG (qui est pourtant un impôt direct) et de tout un mille-feuille de cotisations."

Mille-feuille... de Kerdrel, Précresse et d'autres chroniqueurs enfourchent la thèse patronale européenne : écraser le salaire et la protection sociale, "fauteurs de chômage". Le Front national y ajoute la croisade de l'Occident chrétien contre les immigrés et le tableau de la droite de combat est complet.

Voilà comment conclut Précresse (oui, oui, c'est la famille...), le jeudi 8 décembre, dans Les Echos :

"... La feuille de paie reste, particulièrement en temps de crise, l'ennemie de l'emploi."

Le syndicat de la feuille de paie est l'ennemi du libéralisme

Voilà les raisons de la campagne contre les syndicats. Il convient d'y ajouter un élément : la situation de la Libération avait permis la création de comités d'entreprises dont la fonction, outre les œuvres sociales, est l'intervention dans la gestion des entreprises.

Le patronat qui, grâce au gouvernement, passe au Kärcher tous les acquis de la Résistance, veut se débarrasser de ces comités d'entreprises. L'Institut Montaigne pourvoit à la justification idéologique de l'offensive.

"Le patronat ne veut plus rien payer, pour sauvegarder ses profits."

"Et les syndicats, dont la CGT, sont les empêcheurs de profiter en rond de la crise!"

C'est une droite de combat qui fait campagne contre les syndicats, les salariés, leur feuille de paie et leur emploi. Pour l'or des banques et les profits industriels ils sont capables de tout. Financer le Front national ; agresser chaque jour dans les médias la CGT et les syndicats, voilà qui va de pair avec un chômage de masse en expansion et une rigueur qui veut s'installer pour dix ans.

Notre combat syndical ? Le parti pris de l'avenir, contre le retour aux heures noires du capitalisme en chemise brune !

7 Jours FILPAC CGT, N° 182.

Le bilan financier 2011 de la section des retraités est consultable sur le site du Silpac CGT 31 : www.silpac31-lesamis.com

Et inscrivez-vous pour être informé par mail des mise à jour et de l'actualité sociale.

7^e Congrès de la FILPAC CGT



"Le parti pris de l'avenir"

Une forte délégation des syndicats FILPAC-CGT de Midi-Pyrénées a participé au 7^e Congrès de la FILPAC CGT, du lundi 14 au jeudi 17 novembre 2011, à Montreuil: "France Quercy", "Centre Presse", "La Dépêche du Midi", "Fibre Excellence", JOB La Moulasse, le SILPAC 31 et sa section de retraités. A l'occasion de la séance sur l'activité internationale, Philip J. Jennings, secrétaire général d'Union Network International, a renouvelé ses remerciements à l'équipe organisatrice du Congrès d'UNI Europa d'octobre 2011, à Toulouse et plus particulièrement aux camarades du SILPAC 31.

Durant ces quatre jours de travaux, des moments forts comme les interventions de Julien Lauprêtre, président du Secours Populaire Français et de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT.

A la tribune on note la présence de Bernard Thibault et Marc Peyrade au micro.

Le rapport fédéral d'activité et le projet d'orientation ont été approuvés à une très large majorité. La quatrième résolution "Organisation et syndicalisation", a conforté la délégation des syndicats de Midi-Pyrénées sur le choix fait depuis de longs mois de travailler à partir des territoires.

L'activité menée en Couserans autour de la filière "Forêt, Bois, Papier", en lien avec la campagne initiée par le Comité Régional "Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées", fait la démonstration que quand l'ensemble des organisations de la CGT: Fédération, Union locale, Union départe-

mentale, Comité Régional et Syndicat travaillent ensemble à élaborer un projet revendicatif. Des solutions existent, des propositions alternatives permettent aux salariés, aux populations de porter leurs exigences pour le maintien et le développement de l'emploi industriel.

Les délégués au 7^e Congrès de la FILPAC-CGT, en validant largement les orientations proposées, notamment dans le cadre de cette résolution, ont vraiment acté "Le parti pris de l'avenir".

Trois camarades de Midi-Pyrénées ont été élus à la nouvelle direction fédérale: Alain Demarchi, Bernard Perez et Philippe Moitry. Ils auront à charge de participer à la mise en œuvre des orientations et des décisions prises lors du congrès.

Philippe Moitry.



Le dossier de la "Filière bois" pris en compte par le CESER



Le mardi 20 décembre 2011, lors de son assemblée plénière, lieu où tous les Conseillers Professionnels de la Région (cent trente membres) donnent leurs avis par vote sur la politique du Conseil Régional la CGT, avec ses treize membres, a obtenu que soit mis en avant un sujet concernant notre mobilisation sur l'industrie papetière graphique. Nous avons reçu la promesse que des réunions transversales, où la CGT serait présente, auraient lieu sur "Les Filères bois". Dans ce dossier nous avons demandé l'aide à l'industrie papetière en dénonçant la fermeture de Lédar, les difficultés de JOB Saint-Girons et les inquiétudes sur Fibre Excellence, qui consomme pour le moment le bois tombé pendant la tempête, mais dont la direction Asiatique, par son comportement prédateur mondial (huile de palme, exportation, etc.) nous oblige à la vigilance pour la pérennité des emplois et la bonne gestion de l'environnement.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Foix est d'accord pour organiser une rencontre avec la CGT sur ce dossier, dans lequel également, il convient d'avoir une expression culturelle forte sur le sujet, car pour 90 % des gens, le bois est de l'énergie à brûler. Sachant que, du point de vue économique, l'emploi se crée dans le bois fibre (scierie, bois meuble et construction, papeterie, chimie, etc.), ce qui n'est pas utilisable et qui reste convient au bois carbone énergie.

En matière de Transversalité de la filière bois, l'avis voté le 23 juin 2009, "La filière bois en Midi-Pyrénées", a été suivi de nombreuses actions soutenues par le Conseil Régional et

l'Etat, démontrant ainsi la nécessité d'agir pour structurer cette filière d'importance pour l'économie de nos territoires ruraux. La particularité de cette filière, et plus précisément de ces filières, concerne l'implication de différents secteurs. Aujourd'hui ces filières sont considérées par secteurs, ce qui ne permet pas un traitement global des problèmes. Ainsi, celles-ci doivent pouvoir être considérées de façon transversale par le Conseil Régional Midi-Pyrénées, en créant une organisation permettant à chaque commission régionale concernée de pouvoir s'impliquer afin d'apporter des réponses globales. Le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER) a noté avec satisfaction la volonté du Président de Midi-Pyrénées Expansion de souhaiter approfondir cette question avec le CESER au cours de l'année 2012 et d'étudier la possibilité d'organiser des "Assises du bois".

L'exemple du site Aristide-Bergès

En Ariège, dans le village de Lorp-Sentaraille, jouxtant Saint-Lizier, un projet soutenu par la population et des citoyens engagés bénévolement peine à survivre, alors qu'il répond à des enjeux touristiques, culturels et de mémoire industrielle. Nous avons pu faire prendre en compte ce dossier dans le secteur de l'économie touristique. Ce projet concerne un patrimoine important de l'imprimerie, de la pâte à papier et de la valorisation de la ressource naturelle des bois environnants qui, longtemps exploités, faisaient vivre l'économie locale. Pour le CESER, il est un bon exemple des projets qui devraient être pris en considération.

L'avenir du site industriel bois/papier en Ariège



La valorisation du patrimoine des Papeteries Bergès

Les groupements industriels ont sonné la fermeture de nombreuses usines. Certaines d'entre elles, emblématiques pour leur process, leur organisation, leur architecture, constituent aujourd'hui un patrimoine précieux. Le grand public peut trouver dans sa conservation, sa vitalité, des informations sur l'identité ancienne, mais aussi future de son territoire.

Les Papeteries Bergès, berceau de l'industrie papetière et maison natale d'Aristide Bergès, ingénieur, inventeur de la houille blanche, sont un espace indispensable de cette mémoire syndicale et industrielle, jusqu'à la fermeture de l'usine, en 1999. L'association Aristide-Bergès, voulue et construite par des professionnels et militants syndicaux, a conclu un bail emphytéotique de trente ans avec la Communauté des communes, le lieu étant inscrit au patrimoine industriel. La machine à papier existante a été préservée intacte, une collection impressionnante de matériel d'imprimerie a été constituée et de nombreux projets pédagogiques et scolaires se réalisent.

Le projet doit maintenant prendre une nouvelle dimension et s'inscrire dans une politique pédagogique et culturelle du département et de la région. Un programme ambitieux d'aménagement, de réhabilitation et d'animation est à construire.

Le sort incertain de la Papeterie de la Moulasse

Depuis cinq ans, la Moulasse voit sa situation se dégrader. Ainsi, si l'usine a toujours des volumes

importants à produire, la probabilité de sa production est de plus en plus faible.

Au final, la situation financière est préoccupante au vu de la stratégie du groupe Schweitzer Mauduit de se recentrer sur deux branches d'activité : le papier à cigarette LIP (à faible risque d'incendie) et le tabac reconstitué pour les cigarettes à rouler.

La Moulasse ne profite pas de ces choix stratégiques car le site ne tient qu'une petite place dans le dispositif LIP International. Elle n'est concernée que par la fourniture de la base papier, tout comme un autre site français du groupe, à Quimperlé. Les investissements pour produire le papier LIP et le tabac reconstitué ont été faits en Pologne, en Chine et aux Philippines.

Dans ce contexte, on peut craindre que ses effectifs diminuent à court et moyen terme si, comme le demande la FILPAC CGT, aucune diversification rentable n'est recherchée et si les produits historiques et profitables ne font pas l'objet d'un développement commercial de la part du groupe. La recapitalisation à minima de la Moulasse par le groupe SWM n'est pas suffisante pour la FILPAC CGT, qui revendique une recapitalisation totale et les investissements pour permettre à la Moulasse d'assurer son avenir.

La CGT demande la reconnaissance et la valorisation d'une filière forêt/bois/papier passant par le développement d'une politique industrielle dans les bassins papetiers de la région et s'inscrivant dans le développement durable et l'aménagement du territoire.

Après dix ans d'escale "l'Amiral" a repris la haute mer



Le samedi 1er octobre 2011, dix ans après la fermeture, JOB, symbole de l'histoire industrielle papetière, puis du combat syndical à Toulouse, renaît aujourd'hui avec l'inauguration du bâtiment "Amiral", lieu où était implantée la machine à papier, qui associe désormais musiques, sport, loisirs, culture. Cette renaissance est l'œuvre en partie de ces anciens ouvriers papetiers qui ont su passer le relais aux riverains.

JOB : Une lutte exceptionnelle, ou un exemple ?

Un tel niveau de luttes, "Un JOB pour tous", est rare. Sa mise en oeuvre l'est tout autant, par son mode de fonctionnement pertinent et constant dans la durée (seize ans) que par l'imagination dans les stratégies et les négociations, la démocratie dans tous les choix, la diversité d'actions, avec ses couleurs étonnantes, son mode de communication avec les populations engagées dans la citoyenneté...

Pied à pied, chaque poste de travail, chaque emploi, ont été défendus, la politique de délocalisations dénoncée, la diversité industrielle revendiquée, comme ce jour mémorable du lancement médiatique de l'avion A380 devant TV et médias, où les salariés en lutte ont forcé la garde en entrant dans les locaux d'Airbus et ont eu la possibilité de pénétrer sur le plateau médiatique international.

Ce jour-là, notre message fut : *Oui et bravo à*

l'aéronautique, mais que devient la diversité industrielle avec toutes ces délocalisations? La mono-industrie ne doit pas cacher la réalité des fermetures d'usines aux yeux des Français et des politiques.

Un tel niveau de lutte dans une industrie papetière de Toulouse est suffisamment puissant pour que le syndicalisme CGT tout entier prenne le temps d'en mesurer les enseignements.

En 1995, nous partîmes 300 salariés dans la lutte pour "Un JOB pour tous". Nous avons réussi à faire reconnaître la malversation et expulser les malfaiteurs par le tribunal de commerce (une première juridique) qui a désigné un liquidateur, mais qui (ô malheur!) était de mèche avec le groupe Scheuffelen, dont le but était de délocaliser à son profit le savoir-faire des salariés, la marque et le service commercial. (Plan organisé par Vincent Bolloré.)

Quelque 150 salariés sont tombés dans la bataille... mais quelle Bataille!... La lutte a permis à l'entreprise de poursuivre son activité avec 160 emplois et postes de travail.

La CGT s'est organisée pour redémarrer l'entreprise et, de l'intérieur, assurer le reclassement et un soutien social à chaque licencié sans emploi. Pour cela, l'association "Après JOB" (association créée Pour le Retour à l'Emploi des Salariés JOB) est née, identique au fonctionnement d'un comité d'entreprise bis CGT, en lien avec la structure syndicale interne constituée de tous salariés JOB et de nombreux sympathisants de Midi-Pyrénées et de France comme adhérents.

Après dix ans d'escale "l'Amiral"

a repris la haute mer

En 2001, c'est la fermeture de l'entreprise. Celle-ci n'est pas imputable à une défaite quelconque des JOB. Durant les années 2001-2011, la lutte se poursuit avec pour but de faire condamner les escrocs. Ce qui fut fait !

Puis, compte tenu du lien militant que nous avons construit et entretenu sur le "territoire" avec les "populations", une lutte contre les promoteurs et la mairie de droite pour la sauvegarde du bâtiment s'est engagée avec succès : dix ans de négociations, d'assemblées, de contacts, de manifestations, les JOB CGT toujours devant !...

Aujourd'hui, la démonstration est faite que c'est bien la politique libérale et ceux qui la regardent sans rien faire qui ont laissé le champ libre aux profiteurs et promoteurs en tous genres, utilisant les délocalisations d'entreprises comme moyen. Après nous avoir volé notre travail, on voulait nous voler notre mémoire.

Le samedi 1er octobre 2011, une parade, avec un joyeux tintamarre de percussions, de cuivres et de chansons... Bien plus qu'une inauguration, ce 1er octobre était une grande fête, une réparation des coeurs pour un relais social.

A l'issue d'un grand et beau week-end aux Sept-Deniers, le paquebot "Amiral" a pris la mer de belle manière. Nul doute qu'il va être porteur de grands projets citoyens.

JOB, c'est une épopée, une incroyable aventure humaine, un exemple et un encouragement pour la CGT et la classe ouvrière, qui doit tirer les enseignements d'un syndicalisme démocratique, solidaire et audacieux, en lien avec le "territoire" et les "populations" !

Bernard Margras.



les JOB bien présents à l'inauguration

Inauguration du bâtiment "Amiral"

allocution de Bernard Margras

Mémoire de JOB

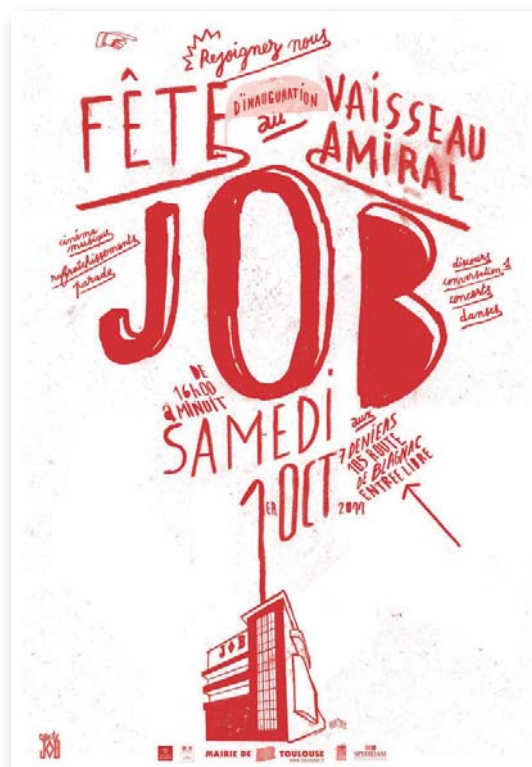
Mesdames, Messieurs,
Chers Camarades de JOB
et des Associations des Sept-Deniers,
Au nom des ex-salariés de JOB et de leur syndicat CGT, je veux témoigner de l'immense satisfaction que nous avons d'être ici pour fêter avec les populations l'avènement de ce nouveau lieu culturel et citoyen.

Ce bâtiment entièrement rénové est un symbole fort.

Les racines de l'industrie papetière y sont présentes :

- Ici, en 1995, cette papeterie devait fermer pour être déportée en Allemagne. Nous avons résisté et maintenu cent soixante emplois pendant six ans.
- Ici nous avons démasqué l'escroquerie criminelle, avérée par la justice, qui a jeté trois cents familles à la rue. Je vous invite à comprendre cette situation dramatique à travers notre livre, "**Un job pour tous**".

En fait, nous entrons dans la politique des premières fermetures d'usine et délocalisations justifiées politiquement par une pensée unique, la concurrence libre et non faussée, pour le plus grand bonheur des spéculateurs financiers dont le premier chevalier blanc s'appelle Vincent Boloré. Cette politique spéculative continue, seize ans après, à faire des dégâts. Une délégation Molex est présente aujourd'hui. Espérons qu'ils sont au bout de la chaîne des destructions massives de notre économie.



Notre satisfaction est d'entendre maintenant, par les mêmes gourous de l'économie, "qu'il est nécessaire de ré-industrialiser le pays".

Un symbole, parce qu'ici, le syndicalisme dans l'entreprise a trouvé une jonction naturelle avec des citoyens de toutes origines et de toutes pensées. Car le champ social du syndicalisme s'inscrit dans tous les besoins de la vie, de la naissance à la mort : protection sociale, égalité des chances devant la santé, éducation, culture, transport, logement, JOB...

Un symbole, par la pureté de ses lignes, par le blanc immaculé et par son renouveau architectural. Le bâtiment témoigne de l'art nouveau, du style paquebot, d'où la ressemblance à un navire avec ses balcons et sa tour qui invite à de longs voyages...

Dans la ville de Toulouse, il est étonnant de constater que plusieurs sites emblématiques devaient disparaître et n'ont pu être sauvés que

Inauguration du bâtiment "Amiral"



Une foule dynamique et joyeuse dans la manifestation pour fêter le nouveau lieu social et culturel JOB

par les luttes des habitants, tels la Manufacture des tabacs, les Abattoirs, la piste d'aviation de Montaudran. Celui-ci aussi...

Enfin la renaissance

Au nom de tous mes camarades de JOB je remercie tous ceux qui, par leurs compétences, ont dessiné un espoir :

- Je pense à cette employée de la DRAC qui, passionnée, nous a démontré la valeur de ce bâtiment, alors que nous n'espérions plus que sortir du spectre du chômage.
- Je pense aux enseignants de l'Ecole d'architecture de Toulouse, qui ont fait travailler les étudiants sur une quinzaine de maquettes et qui avant ont voulu en comprendre l'histoire humaine sous-tendue par le projet.
- Je pense aux responsables des associations et aux habitants des Sept-Deniers, qui ont fait confiance à notre détermination. Très objectivement et sans autre intention que dire les faits.
- Je remercie les collectivités locales, Région, Département, Mairie, ainsi que de nombreux anonymes qui, dans leurs instances, ont agi favorablement pour JOB jusqu'à l'avènement de ce projet.

Nous sommes fiers de léguer ce patrimoine industriel aux citoyens qui l'ont gagné avec beaucoup d'efforts et qui y sont attachés autant que nous.

Nous pourrions dire à nos enfants et petits-enfants : "Ici je fabriquais le plus beau papier du monde, j'ai travaillé souvent dans des conditions de travail difficiles, mais avec la perspective de les améliorer toujours. J'ai aimé, j'ai souffert, j'ai eu du bonheur et de la colère et de la peur, mais j'ai connu la solidarité de mes camarades et celle de toute une ville. J'ai vécu le respect que je devais aux autres et celui qu'on m'a témoigné, j'ai connu le droit sans lequel il n'existe pas de liberté."

L'histoire continue

L'engagement de notre association "Les Amis de l'imprimerie et de JOB" se poursuivra demain dans ce lieu emblématique avec le collectif JOB, dans l'exercice du débat contradictoire, sur les thématiques qui traversent notre société, sur les droits sociaux...

Comme l'avait dit Jean Jaurès :
« Ce qui importe avant tout c'est la continuité de l'action, c'est le perpétuel éveil de la pensée et de la conscience ouvrière, là est la sauvegarde, là est la garantie de l'avenir. »

Allocution de Bernard Margras



Le stand JOB SILPAC, sans oublier le camion de la lutte

Henri, pour toi le chemin s'arrête là maintenant !



Henri était né le 31 mars 1933. Fils de réfugié espagnol, très vite confronté à la vie active suite au décès prématuré de ses parents, il a pris en charge son frère, dans la famille de son oncle et tante.

Très tôt il va entrer dans la vie active et travailler à la Papeterie Sirven, rue de la Colombette, à Toulouse, comme conducteur de machine à papier. En 1956, il entre à la Papeterie JOB, embauché au poste de sécheur.

Il aurait pu gravir les échelons comme contre-maître mais, opéré d'une hernie discale, il dut rester durant trois ans sans travailler et n'avait plus aucun moyen financier (le docteur avait dit qu'il ne remarquerait pas). La détresse de cette dure épreuve, parmi d'autres, hélas, ont forgé son idéal ? En 1961, il est reclassé comme comptable, à la comptabilité analytique, chez JOB.

Militant au grand cœur, volontairement au plus près du terrain, il ne faisait pas de discours mais avait une psychologie pertinente. Avec un idéal qui prend toute la vie, il a mis dans le monde du travail ses actes conformes à ses pensées. Derrière son air bourru et brusque, un brin inquiet, se cachait un homme généreux, toujours prêt à rendre service.

Tous les matins, dès 7 heures, il passait saluer les travailleurs dans les ateliers de l'usine, commençait par la mécanique, "remontant les bretelles" aux uns et aux autres. Il chassait les rumeurs, les non-dits. Sa franchise et sa rigueur en faisaient un adversaire redoutable et redouté. Ses coups de gueule, intolérables parfois, ont

provoqué beaucoup de turbulences. Le soir fâché, le lendemain la poignée de main quel que soit le désaccord. Ici, autour de lui, on y est tous passés. Les travailleurs l'appelaient "Péponne", c'est dire ! Avec conviction pour la CGT, comme pour le parti communiste, dont il était membre, il savait faire passer les messages à bâton rompu et participer avec de super militants au renouveau, dans les années 1960, du syndicat CGT JOB et sans cesse travailler pour la protection sociale et la défense des intérêts de chaque salarié.

Trésorier du Comité d'établissement, Henri a mené cette responsabilité de main de maître. Son honnêteté faisait de lui une personnalité qui comptait pour tous les travailleurs de JOB, mais aussi pour la direction qui le respectait.

Cher Henri, c'est avec beaucoup de peine que nous t'accompagnons une dernière fois aujourd'hui.

Tu auras marqué d'une encre indélébile ton parcours.

Ton passage sur cette Terre fut riche en enseignements et en camaraderie pour nous tous.

Nous ne t'oublierons pas !

Au nom du SILPAC CGT 31 et des Amis et de JOB, j'adresse les plus sincères condoléances à son fils Dominique et à sa famille.

*Hommage de Bernard Margras,
au nom du SILPAC CGT 31 et de l'association
"Les Amis de l'Imprimerie et de JOB",
le vendredi 10 juin 2011,
au crématorium de Cornebarrieu.*

Remember !



La disparition d'un pionnier

Henri vient de nous quitter. Il était l'ami, le copain, le camarade aux nombreuses facettes et aux adorables coups de gueule dont il était coutumier.

Derrière cette façade, c'était avant tout le militant avec lequel il ne faisait pas bon de s'opposer tellement sa répartie était juste et efficace.

Dans son souci de témoigner auprès de ses collègues de travail, de la solidarité agissante, il a eu à s'occuper de la couverture santé car il a eu lui-même à connaître des événements douloureux.

Dans les années 60 et, bien entendu auparavant, il y avait la Sécurité Sociale, mais elle ne remboursait déjà pas correctement les dépenses de santé générées par la maladie.

Il y avait le fameux ticket modérateur, soi-disant institué afin d'éviter le gaspillage !

En réalité, hier comme aujourd'hui d'ailleurs, ce fameux ticket modérateur est un obstacle pour accéder aux soins.

Donc, dans ces années 60, Henri, avec une bande de camarades de chez JOB, Pierre Tort mais aussi Pierre Troc, ont interpellé l'Union Départementale CGT pour résoudre cette revendication sociale, l'accès à une mutuelle.

Comme cette dernière n'existait pas, il fallait la constituer.

Ce qui fut fait avec les syndicats CGT de JOB, de Renault, des camarades du Bâtiment.

Ainsi la MGTS, vit le jour le 13 novembre 1962. Depuis, la mutuelle a progressé pour devenir une structure interrégionale qui fêtera ses cinquante années en 2012.

D'ailleurs, au moment du départ de Henri se déroule l'Assemblée Générale de la MGTS dont je voudrais excuser l'absence de son Président, Michel Lapierre, qui m'a chargé, en tant qu'administrateur, de le représenter.

Henri, une page se tourne, tu as contribué à écrire un début de l'histoire de la MGTS, d'autres continueront à écrire la suite, sois-en certain.

En ce moment de peine, toutes nos pensées vont également à ta famille, ton fils Dominique, à tes amis, devrais-je dire à tes camarades.

Merci Henri !

*Hommage de Christian Antony,
au nom de la MGTS,
le vendredi 10 juin 2011,
au crématorium de Cornebarrieu*

*Le capital mourrait si, tous les matins,
on ne graissait pas les rouages de ses machines
avec l'huile des hommes.*

Jules Vallès

La disparition d'un brave Hommage à notre camarade et ami



C'est un fidèle parmi les fidèles qui vient de nous quitter en ce 28 octobre 2011, à l'âge de 92 ans. Avelino Perez était de la trempe de ces hommes qui arrivent sans bruit, travaillent, se dévouent à la cause commune et s'en vont aussi discrètement qu'ils sont venus. Avelino était de la race de ces êtres aux convictions bien affirmées, qui n'hésitent pas à prendre leurs responsabilités pour défendre des causes justes, même au détriment parfois de leur propre existence. Lui-même l'a payé personnellement au prix fort dans sa chair et sa liberté, en 1941, lorsqu'il fut arrêté par la police de Vichy, torturé



*Dans le camion des JOB
au cours d'une manifestation.*

et emprisonné durant plusieurs mois pour faits de résistance et fabrication de tracts séditieux.

Ce fils d'émigrés espagnol accomplit sa carrière professionnelle dans l'imprimerie en qualité de typographe-linotypiste. Excellent professionnel, érudit et bilingue, il exerça sa profession dans diverses imprimeries de labeur.

Joueur de trombone de talent, il exprimait également ses dons artistiques en agrémentant ses albums photographiques de calligraphies d'une haute qualité en caractères gothiques exécutés à la plume.

Avelino, homme droit, affable, excellent camarade et syndicaliste convaincu, fut à l'origine, avec quelques fidèles militants, de la création de la section syndicale CGT des retraités du Livre de la Haute-Garonne, dont il était toujours, malgré son grand âge, membre du conseil syndical. Il suivait encore toutes les manifestations et défilés syndicaux dans le camion bleu des JOB, où une chaise lui était réservée.

Il militait également à l'Association Loisir Solidarité Retraités CGT de Toulouse et appartenait à une association d'habitants de son quartier.

Ainsi va la fin de parcours d'un homme simple et humble, qui laisse des regrets indéfectibles chez tous ses camarades et amis. Adieu à toi, cher Avelino !

La Gazette d'Aristide :

Maintenir le Cap ! *Bulletin de l'A.S.A.B*



Quand la maison familiale d'Aristide Bergès devient MUSEE

1996 : création de l'Observatoire du Papier, des Arts Graphiques par l'Association Aristide Bergès.

Avril 2011 : fin de l'Observatoire..., naissance du Musée Aristide Bergès : Papier, Arts Graphiques, Communication.

Pourquoi Musée ?

Depuis plus de dix ans, l'Association Aristide Bergès a œuvré pour la restauration de la maison natale d'Aristide Bergès, lieu de mémoire papetière.

Avec l'aide de l'Association des Arts Graphiques de Perpignan, une importante collection d'impressionnantes machines d'un autre âge, relatives aux arts graphiques et à la communication, est venue compléter la vocation de ce lieu afin de donner ou rappeler aux visiteurs les notions de la fabrication du papier jusqu'à la sortie du livre...

Dans cette perspective, l'Association a mené diverses actions :

- restauration, étude, conservation et enrichissement des collections,
- accessibilité de ces collections,

- conception et mise en œuvre d'actions éducatives par le biais d'ateliers pédagogiques ouverts à tous les publics,
- ouverture de ces lieux de mémoire aux artistes afin que leurs travaux soient en concordance avec cet espace rempli d'histoire. Cette ouverture et ce contact direct entre l'artiste et ses divers publics rendent l'art accessible à chacun, notamment aux plus jeunes.

Le succès des quatre expositions d'art contemporain nous dirige indubitablement vers une nouvelle voie et l'Association Aristide Bergès se doit de développer l'alliance de l'art et de l'industrie et d'en faire un outil pédagogique incontournable « donc de progrès ».

C'est le MUSEE D'ART INDUSTRIEL dont nous appelons de tous nos vœux la création.

L'ingénieur et l'artiste sont tous deux des inventeurs et les fruits de leur imagination, rassemblés côte à côte, portent le témoignage de l'activité innovante, qu'elle soit industrielle ou artistique, du génie humain.

L'évolution du musée ne se fera qu'en travaillant avec d'autres institutions et en faisant découvrir nos savoir-faire, l'histoire du papier et des arts graphiques en Couserans et en Comminges. Et pour cela, nous avons besoin de soutien :

- pour la mise en œuvre d'une politique patrimoniale
- pour la mise en place d'une stratégie pour la préservation du site qui, sans ce nouvel élan à

usage touristique et industriel, serait certainement voué à la destruction !

Il reste à démontrer aux collectivités qu'elles doivent nous soutenir dans cette démarche. Il en va de la vie de l'Association.

Le plus bel exemple est venu de l'inauguration de la Maison Bergès et du Musée de la Houille Blanche à LANCEY (Isère) le 9 juin 2011. Les membres de notre Association y étaient conviés et cinq personnes y sont allées.

La Maison Bergès a ouvert ses portes au public le 9 juin 2011 après avoir été fermée durant dix années pour des raisons de sécurité après de lourds travaux qui ont permis d'incorporer au lieu une scénographie consacrée à Aristide Bergès et à la houille blanche.

L'historique: une première association a été constituée en 1980, et l'année suivante, à l'issue de la sixième conférence internationale sur le patrimoine industriel de LYON-GRENOBLE, le site avait été ouvert au public.

Durant vingt ans, de nombreux projets furent esquissés. Mais l'impulsion fut donnée par l'ouverture de HYDRELEC près du barrage de GRAND-MAISON en 1988 puis par l'exposition Cathédrale électrique au musée dauphinois en 1989, manifestations d'intérêt pour le patrimoine de l'hydroélectricité.

Adossée au Massif de Belledonne, la maison Bergès propriété du Conseil Général de l'Isère depuis 2000, offre désormais aux visiteurs une

réflexion sur les rapports entre l'art et l'industrie au travers de l'éclectisme et la décoration d'art nouveau de cette résidence patronale, mais elle se veut aussi un centre d'interprétation en présentant le patrimoine industriel de l'Isère et notamment celui de la houille blanche.

Le grand parc qui entoure la maison accueillait déjà diverses pièces hydrauliques placées là en 1925 après l'exposition internationale de la houille blanche et du tourisme à GRENOBLE. Celles-ci ont été rénovées, notamment l'emblématique turbine parapluie et placée sous un abri à côté de deux défibreurs récupérés dans l'ancien bâtiment de la papeterie.

Le musée de la houille blanche présente plusieurs centaines d'objets ayant appartenu à la famille Bergès au travers de treize salles thématiques, mais aussi des pièces provenant de l'ancienne papeterie ou acquises à l'extérieur. Nous avons découvert un bel exemple modélisant d'intelligence reconversion culturelle d'un site industriel.

L'inauguration de ce bel ensemble industrie-culture nous permet actuellement d'être optimistes même si cela a nécessité un engagement financier du Conseil Général de l'Isère de quatre millions d'euros.

Nos avancées sur le site de Lorp Sentaraille (travaux) :

- ❶ Sécurisation de la maison: alarme, portes d'accès, volets,



La Gazette d'Aristide :

Maintenir le Cap ! *Bulletin de l'A.S.A.B*

- ② Réfection du sol : salle imprimerie dite à plat,
- ③ Déblaiement de la cave pour expositions ponctuelles,
- ④ Peintures murales de l'ancienne cuisine, aujourd'hui atelier offset,
- ⑤ Mise en place et ouverture d'un atelier offset (machine, stages ouverts aux enfants et aux adultes)

Restent à réaliser :

- ① Installations électriques : bureau, salle Aristide Bergès,
- ② Mise en place du laboratoire à l'usine,
- ③ Mise en conformité du hangar attenant à la maison (spectacles, expositions...),
- ④ Aménagement de la cave pour expositions ponctuelles
- ⑤ Etude de faisabilité pour rénovation du premier étage de la maison.
- ⑥ Réparation du clocheton.

Projets Culturels 2012

- ① Expositions ponctuelles dans la maison (peintures, photos...)
- ② Ateliers pédagogiques,

- ③ Exposition d'art contemporain,
- ④ Journées européennes du patrimoine,
- ⑤ Journée du livre ancien,
- ⑥ Représentation théâtrale.

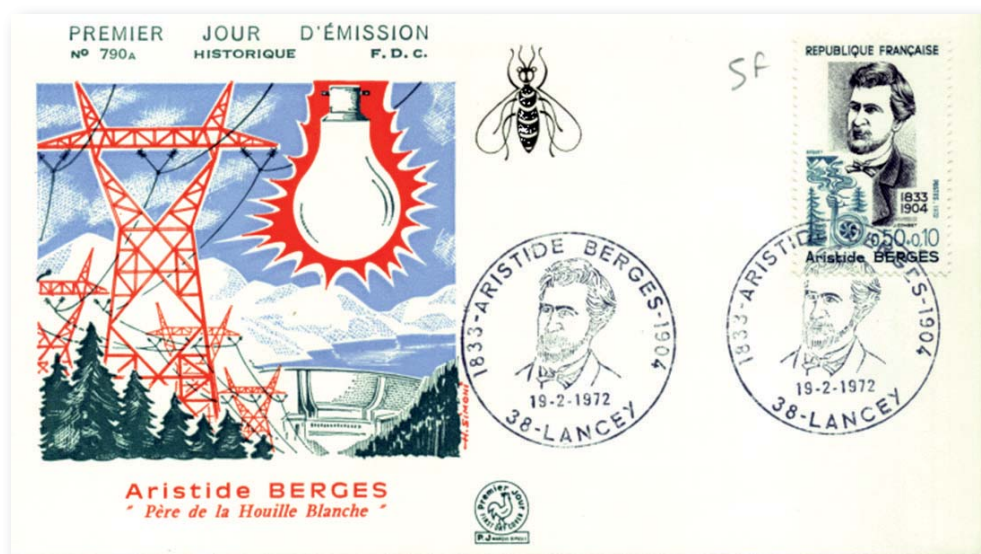
Comme vous vous en doutez, tous ces projets et suggestions ne peuvent aboutir que si les moyens financiers sont là.

Lors de la dernière Assemblée, il a été décidé de porter le montant de l'adhésion à vingt-cinq euros (25).

Encore merci pour toutes les remarques ou suggestions que vous voudrez bien nous envoyer. Elles seront les bienvenues et débattues au prochain conseil d'administration.

*Nos vœux pour 2012
Nous espérons que l'année 2012 s'inscrira
sous les meilleurs auspices
pour la sauvegarde de la culture
et du patrimoine dans le Couserans.*

Le Président, Didier DUCHEIN



Une activité solidaire continue

le Fonds Social ANDFS-CARPILIG



Comme les années précédentes, l'activité 2011 de l'ANDFS Ariège/Haute-Garonne ne s'est pas démentie, avec de nombreux dossiers à traiter consécutif à un nombre croissant de personnes en difficulté par suite de la baisse du niveau de vie, d'un régime de santé toujours plus malmené et des prestations médicales aux remboursements revus à la baisse. Paradoxalement on constate la gêne de certains allocataires à montrer les difficultés qu'ils éprouvent pour subsister et se soigner convenablement, éprouvant souvent un sentiment de honte et redoutant le qu'en-dira-t-on. De plus en plus de personnes vont se montrer dans la même situation. Qu'allons-nous devenir ? Par contre, certains allocataires ignorent qu'ils peuvent faire appel au Fonds social de l'ANDFS pour leur venir en aide. Nous constatons que c'est souvent le cas.

Les dossiers

Notre délégation a traité à ce jour 30 dossiers d'aide sociale et bourses d'études.

Le Fonds social de l'ANDFS a octroyé cette année la somme de 16 223 € d'aides sociales.

Notre activité nous a conduit à rendre visite aux allocataires de la profession, valides ou dépendants, à leur domicile, en maison de retraite ou en milieu hospitalier. Nous communiquons également par téléphone lorsque nous ne pouvons pas nous déplacer. Nous aidons également les personnes qui ont des difficultés

pour la constitution de dossiers, demande de réversion de retraite, etc.

Ces démarches solidaires et fraternelles ont pour but de briser l'isolement, la solitude et de reconforter les personnes moralement fragiles.

L'assemblée générale

Le vendredi 30 novembre 2011, la ville de Montpellier accueillait les délégués de l'ANDFS pour leur assemblée générale, au cours de laquelle a eu lieu l'élection des nouveaux administrateurs désignés ci-dessous :

- M. Bertrand Bernard, collègue salariés, délégation de la Gironde, a été élu administrateur national en charge de région, en remplacement de M. Albert Cazaux, collègue employeurs, délégation Ariège/Haute-Garonne.
- M. René Peyre, collègue salariés, délégation Ariège/Haute-Garonne, a été élu en tant que suppléant, en remplacement de M. Gilbert Sordes, collègue employeurs, délégation Pyrénées-Atlantiques.

Ces élections paritaires ont lieu tous les trois ans.

Notre séjour à Blanès

Du lundi 23 au vendredi 28 mai 2011, notre délégation Ariège/Haute-Garonne a organisé un séjour à Blanès, sur la Costa Brava (Espagne), au cours duquel ont eu lieu les visites du jardin botanique de Lloret de Mar, du musée Dali, à Figuerès, du parc de Catalogne en miniature, ainsi que la ville de Vic.

Une activité solidaire continue

Les soixante-huit personnes participantes ont été satisfaites de leur séjour, ravies de la prestation servie et ont promis de revenir l'an prochain.

Rencontre annuelle cordiale

Pour terminer 2011 en beauté, nous avons participé à une journée festive, le jeudi 17 novembre, au domaine de Saint-Cassian, à Muret (31), dans un cadre magnifique et les cent quarante-quatre personnes ont pu apprécier un succulent repas et assister à un beau spectacle, en présence de nos administrateurs nationaux, MM. Albert Cazaux, Gilbert Sordes, René Peyre, ainsi que des délégués départementaux, MM. Jean Chausson, Alain Sabadie et François Vadillo.

Une agréable journée pour tous les participants, qui ont pu se retrouver fraternellement une nouvelle fois entre camarades et amis.

Permanences

Dans toute la France, cinq cents bénévoles assurent le relais avec l'ANDFS CARPILIG, à Paris.

Pour la délégation Ariège/Haute-Garonne, les permanences ont lieu tous les mardis, de 10 heures à 16 heures, salle 13 (1er étage), à la Bourse du travail, 19, place Saint-Sernin, 31 000 Toulouse, téléphone 05 61 29 84 56, où le meilleur accueil vous sera réservé.

Le secrétaire : José Gonzalez.



Sortie Culturelle Annuelle

Les retraités au cœur du Pays basque



Ce jeudi 16 juin 2011, nous sommes trente de notre section de retraités à participer à la sortie annuelle. Nous sommes pris en charge par M. Arthus, notre sympathique voyageur traditionnel.

Notre première halte a lieu sur une aire de l'autoroute pour prendre un petit déjeuner très copieux



et varié, prévu par notre transporteur, comme lors de chacune de nos sorties.

Après cela, nous poursuivons notre voyage et arrivons à Saint-Jean-Pied-de-Port, terme de notre voyage.

Après une promenade à pied dans le bourg, c'est avec le petit train que nous poursuivons la visite à l'intérieur de la ville pour terminer sur les hauteurs, ce qui nous permet d'admirer un formidable panorama.

Après un succulent repas très apprécié à Arnéguy, en Espagne, et le temps de faire quelques courses, on reprend le bus pour le retour à Toulouse.

Durant tout le trajet, des chants et des histoires, permirent de trouver le parcours moins long.

En attendant avec impatience la prochaine sortie, nous nous sommes quittés, enchantés par cette conviviale sortie, malgré un temps maussade durant cette journée.



2012 : La mort du papier imprimé ?

Pourquoi pas la fin du monde...



Ceux qui entraînent les salariés (actifs, chômeurs, précaires, retraités) dans la récession et la grande dépression économique font assaut de toute part pour laisser accroire à la mort du papier imprimé, comme dans les cas de "France Soir" et "La Tribune" entre autres. L'incompétence le dispute au mensonge. Ces gens du pouvoir et des patrons de presse sont si proches des banques, quand ils ne sont pas banquiers eux-mêmes, qu'ils confondent la faillite de l'Europe basée sur le papier-monnaie, avec la faillite de l'information imprimée !

La banque et le pouvoir veulent domestiquer l'information

S'appuyant sur les Pougatchev, ces bons immigrés russes puisqu'ils sont milliardaires, le pouvoir, d'ordinaire tant raciste avec les étrangers (Roms, Africains et Maghrébins), fait de leur combat douteux son emblème. Le voilà

usant de ses multiples appuis dans les médias pour répéter à l'envi : "Le papier c'est fini ; la preuve, les Pougatchev l'ont dit."

Comme le gouvernement s'est autoproclamé stratège de l'information, il enfonce la tête de la presse papier sous l'eau pour bien montrer quel sort il entend lui réserver :

- La distribution se tord dans les affres de la concurrence libre et totalement faussée.
- Les sièges éditoriaux sont passés au Kärcher des newsrooms, réduits à des ateliers à gains de productivité multimédias.

Sarkozy conduit le bal, lui qui se sait dorénavant déchu de son grade AAA par les icônes du régime, les agences de notation. Et, pendant qu'à Moscou et Saint-Petersbourg les Russes retrouvent le chemin de la rue pour protester contre les atteintes à la démocratie par la clique Poutine, ici, au cœur de Paris, non loin de l'Elysée, les milliardaires moscovites font la loi.

Il a bon dos, le "numérique" !

Derrière le sacrifice de France Soir et La Tribune se joue une étape supplémentaire de la constitution des deux groupes multimédias de dimension internationale que Sarkozy veut faire surgir des grandes banques et de ses industriels fidèles (Dassault, Bolloré, LVMH).

Il ne s'agit pas de "modèle économique nouveau" lié au numérique, mais d'un très classique et brutal renforcement du contrôle des grandes puissances d'argent sur l'information.

L'urgence absolue : la bataille de l'information

Les salariés de La Voix du Nord, des Journaux du Midi, du groupe franco-suisse Hersant et tant d'autres savent bien que le patronat, adossé à la banque, fourbit ses armes pour une contre-réforme de fond.

2012 : La mort du papier imprimé ?

Pourquoi pas la fin du monde...

Qu'il s'agisse de distribution, d'impression, de sièges éditoriaux, l'année 2012 ne sera pas la fin du monde, mais l'année de l'attaque contre les remparts dressés par le Conseil national de la Résistance au profit d'une "information indépendante des forces de l'argent".

C'est pourquoi la FILPAC CGT a proposé à toutes les organisations syndicales de salariés de la presse de se réunir mi-janvier pour adopter une démarche et une plate-forme communes.

Défendre les emplois, sauvegarder les titres de presse? Bien entendu! Mais aussi lancer la bataille pour l'information, menacée pas la mainmise des banques et des grands industriels

sur les sièges éditoriaux. Le "numérique" ne doit pas servir ni à la fin de l'indépendance éditoriale, ni de tronçonneuse à emplois.

Voilà pourquoi la FILPAC CGT et ses syndicats ne se résignent à aucun sacrifice de titres ni aux pseudo-arguments avancés par le pouvoir pour mettre en coupe réglée l'information.

L'année 2012 ne sera ni celle de la fin du monde ni de la fin du papier, mais l'an 1 de la contre-offensive de toutes et tous pour une information libre, pluraliste et démocratique!

7 Jours FILPAC CGT, N° 183.



La démocratie ne s'use

que si l'on ne manifeste pas !



L'Europe actuelle n'est plus

qu'une affaire de banques et de banquiers

Les pays riches ne se sont entendus que sur une chose : inscrire l'austérité dans la durée. Les Parlements, les référendums ou tout autre attribut démocratique ? A dégager ! Reste un infâme bricolage au service des marchés financiers, au détriment de l'emploi, des salaires et de la protection sociale. Les institutions européennes ont vécu. Restent des accords entre Etats, par groupes ou bilatéraux, résultant du passage en force du tandem franco-allemand. Le pacte budgétaire, intitulé "règle d'or", est la déclaration collective de marginalisation des démocraties, de leur reddition en rase campagne devant les banques.

Le cœur de leur Europe ?

La Banque centrale européenne (BCE).

Elle ne prête qu'aux banques.

- La BCE prête aux banques en euros et en dollars. Au cours des premiers jours de décembre, 80 établissements bancaires lui ont emprunté 50 milliards de dollars.
- La première semaine de décembre, au total, la BCE a prêté aux banques 270 milliards d'euros. Les banques ne se prêtent pas entre elles, elles vont au guichet de la BCE, en retirent des capitaux qu'elles ne réinvestissent pas, elles les stockent, alimentant ainsi la récession.
- La BCE, indépendante des Etats européens, refuse de les secourir sur leurs dettes souveraines, mais consent à acheter discrètement les

obligations pourries (subprimes, titres sur dettes souveraines) des banques intoxiquées par leur propre spéculation.

- Depuis des mois, les banques européennes se débarrassent de leurs filiales éloignées, vendent leurs avoirs pourris, refusent des prêts aux pays les plus distants. La BNP se retire d'Ukraine, la Société générale stoppe de vastes opérations en Europe centrale. Les capitaux, même ceux de la zone asiatique, sont rapatriés dans les maisons-mères.
- Priorité à la recapitalisation des banques : La Société générale ? 3,3 milliards. La BNP ? 2,2 milliards. Le crédit chute et se prépare une entrée dans une grande dépression économique.

Pendant ce temps, les exonérations accordées aux patrons enflent.

- La taxe professionnelle, assurant de façon constitutionnelle l'autonomie budgétaire des collectivités locales, a été déclarée morte un jour d'entretien télévisé de Sarkozy. Depuis, elle est passée à la charge des ménages. Soit un allègement pour les patrons de 12 milliards que l'Etat compense à l'aide des impôts de Monsieur Tout-le-Monde.

- Coût de l'opération en 2010 :
9,2 milliards.

- Coût de l'opération en 2011 :

7,3 milliards, soit le montant du premier plan d'austérité d'août 2011 !

Le coût s'alourdit car les patrons de Renault et Peugeot, malgré ce cadeau royal, continuent de délocaliser et de détruire des capacités de production. De même pour Arcelor Mittal Grandrange.

La démocratie ne s'use que si l'on ne manifeste pas !

- La fiscalité a été avantageuse pour les grands groupes, mais s'est alourdie pour les PME. Les collectivités territoriales, elles, ont beaucoup perdu : lien entre elles et les industries locales, autonomie fiscale, d'autant que l'Etat ne s'est pas engagé à compenser la disparition de la taxe professionnelle au-delà des années initiales.
- La niche inventée par Jean-François Copé pour exonérer les grands groupes des plus-values lors des ventes de leurs filiales. Le coût de ce renoncement volontaire aux recettes fiscales a été de 9 milliards, transférés à la charge des ménages imposables.
- Le bouclier fiscal créé en 2007, dont la suppression va donner lieu à d'autres remboursements aux contribuables les plus riches, n'a profité qu'à 15 000 foyers fiscaux les plus riches. Coût pour la collectivité : 800 millions, en attendant le coût de sa liquidation.

Eriger le chômage et la régression sociale en principe européen ?

S'ils ne sont d'accord sur rien, les Etats européens, Grande-Bretagne comprise, sont d'accord sur l'essentiel : faire payer aux peuples le prix de leur capitulation devant le système financier.

- Les Sommets se succèdent, "G truc" et "G machin", Sommet à 27, à 17 ou en duo, sur le chômage, ce n'est rien ! Aucune mesure, alors que chômeurs, précaires et sous-employés constituent le problème majeur.
- Et la protection sociale joue le rôle de sacrifiée sur l'autel des banques. Baisser le coût du travail en Europe des banques signifie imposer au salarié la charge de sa santé, de sa prévoyance, de sa vieillesse. S'il ne peut ? Qu'il trime en mauvaise santé.
- Les jeunes ? Les banquiers estiment qu'ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, c'est vrai, ils sont nés à une mauvaise période. Sacrifice ! Pertes et surtout profits.

Reprendre la main sur la question sociale

La démocratie est bafouée par le marché. Le putsch économique libéral est désormais permanent. Et le Front national ne propose que de focaliser la rancœur, la frustration et la haine contre les immigrés. Dans ce climat de pourrissement et d'intériorisation de la crise sur fond de peur et de précarité, la seule possibilité de se faire entendre pour les classes laborieuses, c'est de manifester. En janvier, Sarkozy convoque les syndicats pour une conversation sur l'emploi.

La FILPAC CGT propose d'en faire un moment de rassemblement national de défense des chômeurs, des salariés menacés de licenciement, des précaires et des jeunes contre le droit absolu des patrons de licencier, pour un droit de recours suspensif des Comités d'entreprises contre les plans de licenciements, pour le droit à l'emploi.

Contre leur crise, quatre mesures d'urgence

La FILPAC CGT propose une logique alternative : desserrer l'étau des marchés financiers, en diminuer le poids et l'importance.

- ① Faire jouer à la Banque centrale européenne le rôle d'une banque fédérative qui prête à un taux le plus bas aux Etats et qui les aide à se défaire de leurs titres pourris. Cette Banque centrale doit remplir un rôle alternatif aux banques privées, qui sont tout à la fois spéculateurs et profiteurs des aides des Etats contre lesquels elles spéculent.
- ② Faire supporter aux actionnaires des banques privées les coûts des opérations spéculatives et des transactions manœuvrières et boursières.
- ③ Désarmer la spéculation par une taxe sur les transactions financières, une régulation stricte du marché des matières premières, un encadrement des banques spéculatrices dont les plus grosses doivent passer sous le contrôle de l'Etat.
- ④ Créer des coopérations sociales en matière de salaire, de protection sociale et d'emploi.

Refusons la TVA anti-Sécurité sociale !



La taxe à la valeur ajoutée est l'impôt le plus injuste. Pourquoi ?

Que votre revenu soit à hauteur de celui du patron du Crédit Mutuel-CIC, plus d'1 million d'euros par an, ou au RSA, vous paierez le même pourcentage de TVA, quel qu'il soit !

La TVA sociale, qu'est-ce que c'est ?

D'abord un mauvais jeu de mots : comme l'impôt le plus injuste peut-il être « social ». La TVA sociale, c'est l'arme du crime contre la Sécurité sociale.

Les patrons paient des cotisations aux différentes branches de la Sécu. Ils estiment qu'ils ont le rapport de forces pour refiler leurs cotisations non pas seulement aux salariés, mais à chaque consommateur, qu'il soit actif, précaire, chômeur, retraité, malade ou en bonne santé.

La TVA sociale, pourquoi ?

Pas seulement parce que Sarkozy veut emballer la campagne électorale de façon à démontrer à sa classe qu'il est capable d'infliger de nouvelles défaites à la classe populaire.

Pas seulement parce qu'il rencontre devant lui un étrange attentisme, comme s'il était urgent d'attendre le premier tour de la présidentielle.

Non, la TVA sociale est la moisson d'un mensonge mille fois répété, le travail est un coût exorbitant, il faut DONC en baisser la valeur.

La TVA sociale, un outil de dévaluation

La monnaie unique, l'euro, entre les mains d'une banque privée, la Banque centrale européenne, n'est plus du ressort de l'Etat national.

Pour doper les exportations, l'Etat ne peut plus dévaluer sa monnaie, puisque ce n'est plus la sienne.

Conséquence ? Il dévalue le prix du travail incorporé dans le prix de la marchandise, de façon que son prix de vente diminue.

La TVA sociale, une arme de destruction massive de la question sociale

Les dividendes distribués aux entreprises du CAC 40 pour 2011 représentent 37 milliards. Les banques ont restauré leurs profits, reprennent leurs spéculations de plus belle tout en licenciant leurs salariés, comme la Société générale qui détruit près de 900 emplois.

Eh bien, ce n'est pas assez : il leur faut saper la base de résistance sociale à leur crise, la Sécurité sociale : moins de cotisations, ce sera moins de prestations.

Pourquoi ?

L'Etat fera ce qu'il veut de l'impôt collecté par la TVA sociale. Comme il passe son temps à renflouer les banques et garantir les profits de ceux du Fouquet's (Bernard Arnault, Bolloré,

Refusons la TVA anti-Sécurité sociale !

Bouygues, Dassault, etc.), il utilisera de façon libérale la collecte du nouvel impôt : pour ceux de Neuilly ! C'est-à-dire en écrasant le salaire et l'emploi.

Rien n'est joué pour peu que la mobilisation s'en mêle !

Nous a-t-on seulement demandé notre avis? Non! Pourquoi devrions-nous demeurer spectateurs passifs de ce petit meurtre de la Sécu entre amis de Sarkozy? Parce que l'échéance de l'élection présidentielle sature l'horizon et les médias?

Mais si nous ne faisons rien, Sarkozy réussira à démontrer, par delà son impopularité personnelle, qu'il n'y a pas d'autre alternative que sa politique.

C'est son pari. Faisons en sorte qu'il le perde! Défendons la Sécu!

Avec la TVA anti-Sécu de Sarkozy et Fillon, ce serait l'hiver du salaire et de l'emploi !

Les deux oreilles à la queue de la Sécu avant le 22 avril? Pour Sarkozy, c'est possible!

Dès février au parlement, affirme Fillon et sa cohorte, Marine Morano, la vicomtesse de Kociusko-Morizet et la tribu Préresse. Savoir si Sarkozy est un « sale mec »? C'est peu dire, et pas assez. Sarkozy entre en campagne de la manière dont il a gouverné: en écrasant la retraite, la sécurité sociale, l'emploi et le salaire. Ne comptons pas sur les hésitations des députés godillots UMP ou des états d'âme des ministricules. Ils ne pèsent de rien. Ne comptons que sur notre capacité de résistance! Et manifestons-là!



Bernard Thibaut intervenant au 7e congrès de la Filpac-CGT

Droit aux vacances de qualité pour tous

Le SILPAC CGT 31 y participe !

Depuis maintenant deux ans, l'association "Les Amis de l'Imprimerie et de JOB", le SILPAC CGT 31 cotisent à Tourisme - Loisirs - Culture (TLC), dont deux camarades du SILPAC CGT 31 siègent au conseil d'administration.

Tous les adhérents de l'association, ainsi que les syndiqués dont les syndicats cotisent aux "Amis de l'Imprimerie et de JOB", bénéficient des nombreux avantages proposés par TLC, tant en matière de vacances que de billetteries à prix réduits.

L'association du tourisme social de la CGT Midi-Pyrénées est plus que jamais nécessaire, face à une situation économique et sociale difficile, aggravée par la crise financière qui frappe les plus démunis.

C'est dans ce contexte de régression sociale généralisée que plus de 54 % de salariés ne partent pas en vacances, et vont s'ajouter désormais à tous ceux dont la baisse du pouvoir d'achat conduira à se priver en premier lieu de loisirs, sorties et vacances. Il ne faut surtout pas oublier que le droit aux vacances est un droit imprescriptible.

En adhérent à TLC Midi-Pyrénées nous avons adhéré à une association loi 1901, qui se trouve sur le terrain revendicatif du droit à la culture, aux loisirs et aux vacances de qualité pour tous.

En cette année 2012, TLC va permettre de faire

partir en vacances des retraités dans les villages, en pension complète, pour une semaine à prix coûtant. Pour les privés d'emploi, même démarche avec Bourse Solidarité Vacances. N'hésitez pas à contacter l'association.

L'association travaille à un projet qui va permettre à des familles défavorisées, des privés d'emploi et des retraités de l'Euro région Pyrénées-Méditerranée de partir en vacances des deux côtés de la frontière.

Vous voyez que TLC et son réseau sont porteurs de valeurs émancipatrices et d'innovations sociales et ont la capacité de mutualiser les moyens et les actions solidaires.

C'est ensemble que nous gagnerons le droit aux vacances de qualité pour tous, c'est pourquoi "Les Amis de l'Imprimerie et de JOB" et le SILPAC CGT 31 ont non seulement adhéré à ces valeurs, mais participent activement à faire vivre et développer l'outil de tourisme social de la CGT Midi-Pyrénées.

Philippe Moitry.



Tourisme Loisirs Culture Midi-Pyrénées
(Réseau ANCAV TT)

Votre association de Tourisme Social !

En adhérant à TLC (Carte Nationale ou Midi-Pyrénées) nous vous proposons :

- Des locations et Villages Vacances en France et à l'étranger
- Des locations à la mer, à la campagne, à la montagne ...
- Des voyages en France et à l'étranger
- Des réductions sur les forfaits ski dans les Pyrénées, Alpes Jura...
- Des réductions sur la billetterie cinéma, concerts etc.

Tourisme Loisirs Culture Midi-Pyrénées
3, rue Merly - 31000 TOULOUSE - Tél. 05 61 29 83 29 - Fax. 05 61 23 88 34

www.tlcmidipyrenees.fr